Éditorial

Parlement des 158 revues, Comité de rédaction et Camille Noûs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/14167>

DOI : 10.4000/paysage.14167

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences
appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure
d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de
Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Parlement des 158 revues, Comité de rédaction et Camille Noûs, « Éditorial », *Projets de paysage* [En
ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/14167> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.14167>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Éditorial

Parlement des 158 revues, Comité de rédaction et Camille Noûs

- 1 Le comité de rédaction de la revue *Projets de paysage* s'associe à la motion proposée par le collectif des revues en lutte (<https://universiteouverte.org/category/revues-en-lutte/>) à la suite du Parlement des revues du 13 novembre 2020.
- 2 La loi de programmation de la recherche (LPR), votée par l'Assemblée nationale et le Sénat (alors même que le gouvernement ne dispose pas d'une majorité à la Chambre haute), en dépit des avis du Conseil économique et social et du Haut Conseil pour l'égalité, modifie profondément les institutions de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) dans le sens d'une plus grande subordination de celles-ci et de leurs instances au pouvoir politique en les dépouillant de leur indépendance.
- 3 Le Parlement des 158 revues dénonce cette loi, souligne l'absence de concertation et la brutalité des moyens employée par le gouvernement dans le processus d'adoption de cette loi (procédure accélérée pendant les confinements du printemps et de l'automne), appelle les futur.es candidat.es aux élections républicaines à venir à s'engager dans une voie de concertation avec l'ESR afin de réécrire une loi qui soit profitable à tou.s.te.s et dégage la recherche et l'enseignement supérieur des pièges délétères de l'hypercompétition à laquelle les condamne l'actuelle loi.
- 4 En ce sens de sauvegarde des principes républicains, il déclare s'opposer aux dispositions néfastes aux libertés fondamentales contenues dans le projet de loi sécurité globale qui font écho aux restrictions des libertés dans le champ académique.